

France Rwanda
Près de 1.500 soldats de l'ex-armée
gouvernementale réfugiés dans la zone
humanitaire française, selon des sources informées
à Paris

AFP, 17 juillet 1994

PARIS, 17 juillet

Près de 1.500 soldats des forces armées rwandaises (FAR) en débandade se seraient réfugiés dans la "zone humanitaire sûre" française, où ils sont désarmés chaque fois qu'on les surprend avec des armes dans le flot des civils fuyant les combats ou l'avance du FPR, apprend-on dimanche à Paris de sources informées françaises.

Cette zone dans le sud-ouest du pays couvre un territoire de près de deux millions de personnes, 1.200 militaires français s'y trouvant dans le cadre de l'opération Turquoise.

La France a déjà indiqué qu'elle "prendra toutes dispositions" dans la zone humanitaire qu'elle a mise en place dans le sud-ouest du Rwanda, si des membres du gouvernement intérimaire rwandais se livrent à des activités politiques ou militaires.

Elle a aussi écrit vendredi au Conseil de sécurité de l'ONU pour offrir son "concours" à toute décision concernant cinq personnalités du "gouvernement intérimaire" qui ont réussi à

venir à Cyangugu, dans la zone.

Les autorités françaises "sont à la disposition des Nations unies pour examiner avec elles les décisions auxquelles elles pourraient souhaiter que la France apporte son concours", a notamment écrit le chargé d'affaires à l'ONU, M. Hervé Ladsous, dans une lettre à M. Jamsheed Marker, président en exercice du Conseil de sécurité.

En attendant la proclamation du cessez-le-feu promise par certains de leurs dirigeants, les combattants du FPR, en majorité Tutsis, ont poursuivi leur poussée dans le nord et le sud du Rwanda chassant devant eux des centaines de milliers de Rwandais qui espèrent trouver au Zaïre un abri aux représailles qu'ils redoutent.

Ainsi, le Front poursuivait dimanche sa progression vers Gisényi, le dernier bastion des forces gouvernementales, dans le nord-ouest du Rwanda.

mj/phb